

La méthode de lecture rapide de maître Yvan.

Michel Husson, *Débat militant* n°30, 2003

Le camarade Lemaitre a parfaitement le droit de nous alimenter régulièrement en longs commentaires à vocation programmatique, ou de nous faire le récit circonstancié de ses vacances en caravane des années passées. En revanche, les leçons assénées sur la base de lectures hâtives ou partiales ont pour contrepartie un droit de réponse. Dans *Débat militant* n°29 du 21 mai 2003, un assez long article est consacré au premier numéro des *Cahiers de critique communiste*, intitulé « *Mondialisation et impérialisme* ». Ce compte-rendu exprime une profonde déception par rapport à une publication qui « *se limite trop à une dénonciation qui ne dépasse pas l'anticapitalisme* » et « *dont on aimerait pouvoir dégager une cohérence* ». Il faut au passage donner quelques clés de vocabulaire. Pour Yvan Lemaitre, la conception réformiste est « *aujourd'hui le plus souvent désignée par l'anticapitalisme* », et la position révolutionnaire doit donc aller au-delà. Là encore, Yvan Lemaitre est déçu : les *Cahiers* discutent insuffisamment l'idée que « *la mondialisation financière et impérialiste vide de tout contenu le réformisme* ». Il déplore que cette publication reste « *au milieu du gué* », faute d'« *assumer la continuité des idées du socialisme et du communisme pour formuler un nouveau programme révolutionnaire* ».

Il se trouve que ce n'était pas son objet, même si un certain nombre d'indications étaient clairement énoncées. Malheureusement, elles sont elles-mêmes entachées d'ambiguïtés aux yeux d'Yvan Lemaitre qui reproduit par exemple l'extrait suivant : « *L'une des tâches prioritaires du mouvement ouvrier est d'intégrer cette dimension internationale nouvelle. Il n'est pas hors de sa portée d'engager une lutte résolue pour contrer l'offensive d'un Etat bourgeois donné et lui imposer d'autres "critères", et en particulier une nouvelle "régulation" du marché du travail garantissant les intérêts des travailleurs. Mais cette lutte sera d'autant plus puissante qu'elle pourra être étendue à un cadre plus large que l'Etat-nation, au moins européen, voire mondiale* ».

Yvan Lemaitre commente ce passage en disant que « *s'il s'agit de dire qu'il serait possible d'inverser le rapport de force en faveur des salariés à long terme sans transformation politique de fond remettant en cause cet "Etat bourgeois", il y a là plus qu'une ambiguïté* ». Voilà bien le fondement même du révolutionnarisme qui repose sur une logique binaire tournant résolument le dos à la dialectique. Il suffit de relire cette phrase pour se convaincre qu'elle ne veut rien dire. D'où peut venir en effet cette « *transformation politique de fond* » préalable, qui dissiperait toute ambiguïté, si ce n'est des luttes engagées en faveur d'un autre fonctionnement de l'économie ? Avec la définition d'Yvan Lemaitre, le mot d'ordre d'interdiction des licenciements est réformiste, ou du moins ambigu. Il suffit de le paraphraser : « *s'il s'agit de dire qu'il serait possible d'interdire les licenciements sans révolution sociale, il y a là plus qu'une ambiguïté* ». Quant aux retraites, n'en parlons même pas : que peut bien signifier cette mobilisation contre le plan Fillon, ou cette demande de faire baisser les revenus financiers ? Seul le socialisme pourra garantir un bon niveau de retraites, voilà le seul langage révolutionnaire ! Le reste n'est que « *réformisme anti-capitaliste* ».

La conception stratégique implicite d'Yvan Lemaitre consiste à délimiter absolument ce qu'il appelle le programme révolutionnaire par rapport aux luttes réelles, entachées de scories et d'ambiguïtés réformistes. Le premier problème est l'idéalisme d'une telle position, puisque le fameux programme n'est pas encore écrit. C'est d'ailleurs Yvan Lemaitre qui devrait s'y coller, mais il risque bien de s'en tenir à une longue déclaration de principe réaffirmant que rien n'est possible avant d'avoir renversé le capitalisme.

Une stratégie de transformation sociale ne peut s'en tenir à l'incantation. Elle consiste à mener jusqu'au bout de leur logique les luttes réelles en montrant qu'elles ne peuvent pleinement aboutir qu'en remettant en cause les racines mêmes du capitalisme, autrement dit la propriété privée et la marchandisation généralisée. Le souci constant d'être plus révolutionnaire que le roi conduit au contraire Yvan Lemaitre à cette affirmation inédite selon laquelle : « *pour les marxistes, l'anticapitalisme ne saurait constituer un programme* ». C'est quand même une bonne base de départ ! Même si notre perspective est le socialisme et le communisme, cette perspective nécessite quelques médiations, qu'Yvan Lemaitre s'attache à déconsidérer systématiquement, et ... un peu de modestie.

On voit bien en revanche l'isolement dogmatique auquel une telle posture peut conduire. Au lieu de profiter de l'énorme chance qui s'offre à nous – aujourd'hui où le discours anti-capitaliste acquiert une audience de masse – les professeurs ès révolution placent la barre un peu plus haut et somment les nouveaux anti-capitalistes de se prononcer immédiatement pour la révolution. C'est, entre parenthèses, décerner un brevet d'anti-capitalisme immérité à ceux qui, effectivement réformistes, bornent leur horizon à une improbable régulation du capitalisme. Or, vouloir réguler une économie chaotique et inégalitaire est un combat parfaitement légitime. Ce qui ne l'est pas, c'est de véhiculer des illusions sur la possibilité de le faire en préservant les bases du système. Les positions binaires à la Yvan Lemaitre ne peuvent que nous plomber dans ce débat.

Notre discours à l'égard de ceux qui veulent réellement réguler le système, n'est pas en effet de leur dire : « moi, révolutionnaire, toi, réformiste » mais, en un dialogue un peu plus élaboré (et plus attentif à l'autre) de répondre : « chiche, battons-nous ensemble », tout en ajoutant : « quant à moi, je suis convaincu que ce combat ne peut aboutir sans remettre en cause les fondements du capitalisme, mais je n'en fais pas un préalable ».

Il se trouve d'ailleurs que ces *Cahiers de Critique communiste* ne portaient pas sur la stratégie révolutionnaire, ni sur le socialisme que nous voulons, mais sur la mondialisation capitaliste. Pourtant, même quand il en reste à ce sujet, Yvan Lemaitre ne se montre pas convaincu. Son dogmatisme profond conduit par exemple à cette véritable perle : « *l'anti-impérialisme ne saurait se réduire à une rupture avec le marché mondial, rupture au demeurant impossible. La mondialisation dans ce qu'elle a de phénomène objectif lié au développement des nouvelles technologies, des échanges, entraînant une nouvelle division internationale du travail rend impossible cette rupture avec le marché mondial qui, si elle devenait une réalité, serait réactionnaire* ».

Impossible sinon réactionnaire, une rupture avec le marché mondial ? Réactionnaire par exemple la proposition d'un « monopole du commerce extérieur » très classique et récemment reprise par les économistes de gauche en Argentine ? Yvan Lemaitre ne répond pas à cette question, mais enfonce le clou : « *Notre internationalisme, ce n'est pas la rupture avec le marché mondial, mais la prise de conscience que le développement de la production et des échanges créent les conditions objectives d'une lutte commune par delà les frontières* ». Ce discours abstrait ne débouche évidemment sur rien. Des personnalités de gauche viennent d'écrire à Lula pour lui demander de prendre ses distances par rapport à l'Alca. Yvan Lemaitre réproouve sans doute une telle campagne sous prétexte du « *développement des nouvelles technologies* » qui rend impossible la rupture avec le marché mondial. Entre la soumission aux Etats-Unis dans le cadre de l'Alca et, par exemple, une refondation du Mercosur, Yvan Lemaitre ne voit probablement aucune différence et beaucoup d'illusions. En somme, c'est la révolution mondiale ou rien ! Cette position s'accompagne de surcroît d'une acceptation de fait de la division internationale du travail qui s'instaure effectivement, comme si les critiques multiformes du mouvement alter-mondialisation étaient nulles et non avenues. Les mesures prises par Chavez au Venezuela qui visent à contrôler les

mouvements spéculatifs sont une forme de rupture avec le marché mondial. Si elles réussissaient, ce serait réactionnaire, dit Yvan Lemaitre. Il faut donc les combattre ? On voit bien que cette rhétorique desséchée conduit à des absurdités incompatibles avec une insertion réelle dans les luttes.

« On connaît les principaux éléments d'un programme de développement : il faut donner la priorité à la satisfaction des besoins du plus grand nombre, dénoncer la dette, organiser la réforme agraire, réorienter les ressources vers le marché intérieur et contrôler le commerce extérieur, répartir les revenus de manière plus égalitaire, mettre en œuvre une réforme fiscale. Sur chacun de ces points, on voit qu'un tel programme s'oppose aux intérêts des bourgeoisies locales » . Dans ce passage, je voulais signifier deux choses : 1) que, contrairement à ce qui nous est souvent reproché, nous ne sommes pas dépourvus d'alternative et que 2) ce programme se heurte aux intérêts de la bourgeoisie. Là encore, je n'ai pas dû employer les formules cabalistiques propres à satisfaire Yvan Lemaitre qui m'assène, tel un accusateur public, une série de questions : *« Qui peut mettre en œuvre ces mesures ? Sont-elles applicables sans un programme visant à exproprier les expropriateurs ? Comment contrôler le système financier et les banques ? Est-ce l'Etat bourgeois qui pourrait le faire ? Un autre Etat ? »*.

J'avais oublié de préciser, par exemple, que *« l'issue dépend de la capacité des opprimés à s'ériger en classe dominante »*. J'aurais pu également souligner que si la route est droite, la pente est rude, car il s'agit bien d'une raffarinade qui revient à dire : *« le prolétariat gagnera s'il a les capacités de l'emporter »*. Mais cela se décidera à l'issue d'un processus qui n'est pas réglé par avance. Il faut donc commencer par rompre, répondre aux demandes les plus élémentaires, et s'affronter aux résistances de la bourgeoisie. L'une des issues possibles, c'est la révolution socialiste, sur laquelle déboucherait une mobilisation de masse portant jusqu'au bout les revendications émanant des couches sociales les plus exposées aux dérives du néolibéralisme.

Enfin, la lecture de ce compte-rendu montre que la rhétorique révolutionnariste repose sur une détestable condescendance à l'égard de toutes celles et de tous ceux qui cherchent à mieux comprendre ce monde pour pouvoir le transformer (qui se double en l'occurrence d'une évidente ignorance des débats en cours sur le thème traité). Cette attitude ne nous aide pas vraiment à progresser et nous éloigne des interrogations réelles des travailleurs. Ce qu'il y a de plus désolant dans cette méthode de débat, pour qui le point de vue révolutionnaire se construit à coup de délimitations, c'est qu'elle engendre forcément une prise de distance symétrique, non dépourvue de légitimité.